



Taktikollectif — « Les anticapitalistes n'ont pas fait leur travail dans les quartiers »

Ballast

13 octobre 2017

Entretien inédit pour le site de Ballast

« Une seule tactique, le collectif », c'est le slogan de Taktikollectif. On connaît leur hymne, « Motivés », diffusé dans toutes les manifestations du pays depuis vingt ans ; on connaît le groupe Zebda, né de leurs rangs ; on connaît moins leur structure associative, fondée en 1997 par des militants toulousains des quartiers nord. Porter haut et fort la question des discriminations, dénouer les nœuds de la fracture coloniale, hisser sur le devant de la scène les différentes formes d'expression culturelle issues des quartiers, faire de l'antiracisme et de la lutte contre le capitalisme une cause commune : voici quelques-uns de leurs chevaux de bataille. Nous en parlons, dans un restaurant toulousain, avec Tayeb Cherfi, pilier de l'association et programmeur du festival Origines contrôlées.

[Lire en espagnol \(español\)](#)



Tactikollectif, c'est un travail ?

C'est avant tout un engagement. Depuis sa création en 1997, l'association est engagée dans l'apport culturel des quartiers et des immigrations — maghrébine, en particulier —, mais elle s'intéresse aussi aux Antilles ou à l'Espagne républicaine. Issus de quartiers populaires, nous luttons contre les discriminations qui s'y exercent : de notre point de vue, les meilleurs défenseurs de ces quartiers-là sont ceux qui y vivent ou y ont vécu, s'y intéressent et s'interrogent à leur sujet. Si, pendant longtemps, nous nous sommes adressés aux élites de cette nation, nous sommes retournés depuis quelques années sur le terrain des quartiers populaires. C'est donc à la fois un engagement personnel, politique et existentiel. Je pense que c'est à travers des projets culturels et un engagement politique que l'on doit interroger et informer la société française.

Le début de votre action militante coïncide, avec la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Pour votre génération, de quoi cette dernière a-t-elle été le signe ?

« SOS Racisme se contente d'une posture morale fondée sur le bien et le mal, le bon et le mauvais. »

En vérité, notre prise de conscience a eu lieu avant la Marche, puisque nous existions déjà. Elle a été la première occasion de monter à Paris, et l'opportunité d'un événement majeur et extrêmement médiatisé. La Marche nous a fait prendre conscience que nous n'étions pas seuls aux Izards [*quartier populaire du nord-est toulousain, ndlr*], que nous

n'étions pas seuls à Toulouse, que cette problématique concernait l'ensemble du territoire, que nous étions capables de construire, ensemble. Pour nous, la Marche constitue un véritable passage d'un regard local à un regard global. Cette Marche nous a rassurés : nous avons découvert que nous étions assez nombreux pour nous défendre contre un système vécu comme dominant, écrasant. C'est ce qui a catalysé nos luttes, les a gravées dans le marbre, en quelque sorte. À ce moment-là, nous étions jeunes, nous avions entre 16 et 20 ans !

Désignée comme « la Marche des Beurs » par l'opinion publique, elle a été victime d'une récupération : comment vit-on une action renommée, vidée de sa substance politique ?

C'est totalement révoltant. Nous avons fait la manifestation et, très vite, l'initiative était récupérée par le PS, qui créait à ce moment SOS Racisme, une structure visant à capter un électorat, celui de la jeunesse des quartiers à forte densité migratoire. Immédiatement, nous avons pris nos distances avec ce parti, bien que nous ayons voté pour lui pendant longtemps... SOS Racisme se contente d'une posture morale fondée sur le bien et le mal, le bon et le mauvais. Alors que de notre côté, nous posons les bases d'enjeux politiques, nous abordons la réalité, le système dominant qui perdure et les conséquences de la colonisation. Nous ne sommes donc pas du tout sur le même registre. La question politique devient une affaire de bons sentiments, et c'est pour ça que l'on ne se reconnaît pas aujourd'hui dans certains grands concerts de variété française, très éloignés de notre réalité. Alors que ces artistes chantent pour nous, nous n'y trouvons aucun sens et le vivons comme une stratégie de communication : « L'Aziza », de Balavoine, ne nous touche pas. Nous, on se reconnaît dans James Brown, dans la *funk* américaine, dans les morceaux de Bob Marley ou bien ceux de Renaud — celui que l'on sentait encore proche de nous à l'époque —, Trust, etc.





(DR)

Y avait-il à l'époque, à vos yeux, des structures, un tissu d'organisations fédérées sur lesquelles s'appuyer ?

Le **Mouvement des travailleurs arabes** avait fait beaucoup, dans les années 1970. Disons que c'est à partir de là que le monde associatif militant des quartiers populaires s'est développé, qu'il a pris son essor. L'année 1983 symbolise une prise de conscience : une énergie au niveau national existe. Avant la Marche, nous étions très toulousains. On comptait plusieurs associations dans les différents quartiers de la ville, mais chacune œuvrait de son côté sans être vraiment connectée aux autres. Au niveau national, c'était la même chose. C'est vraiment la Marche qui nous a fait prendre conscience que nous étions nombreux et nombreuses à faire la même chose partout en France sans se connaître — à savoir, faire de l'activité culturelle, sociale, et de la politique dans certains cas. Tout le monde s'est agrégé à cette Marche, et les polémiques sont arrivées après. Le discours de **Georgina Dufoix**, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale du gouvernement socialiste, qui clôt la Marche, symbolise ce malentendu... Après la Marche, émerge une importante association parisienne, le **MIB**, Mouvement de l'immigration et des banlieues. Il ne faut pas oublier que cette génération-là — la première à être née sur le sol français — est constituée d'adolescents ! Jusque-là, le seul espace de revendication possible était le syndicat, à savoir le rapport ouvriers/patronat, et les questions liées aux discriminations étaient laissées de côté. Il y a l'exception de Vitécri [*première association montée par une éducatrice du Club de Prévention des Izards¹, ndlr*], en 1982 : un engagement politique nourri d'une critique systémique surgit. Ce dont il faut être conscient, c'est qu'un mouvement « national » des quartiers populaires n'a jamais existé — et il ne faudrait pas essayer de nous le faire croire. La seule organisation qui ait tenté de le faire, c'est le Forum social des quartiers populaires, le FSQP, qui est venu bien après. Il y a bien des connexions entre associations, mais cela reste très concentré à Paris, Lyon, Toulouse. Notre faiblesse est de ne pas avoir réussi à politiser nos ghettos, à l'américaine, dans les années 1960. Nous constatons avec impuissance que la crème des quartiers est trop souvent allée chercher l'aboutissement de son ambition personnelle dans le marigot politique blanc, masculin, bourgeois ou pas, de gauche puis de droite...

Qu'est-ce qui a fait obstacle à l'élaboration d'un mouvement politique issu des quartiers populaires ?

« Nous constatons avec impuissance que la crème des quartiers est trop souvent allée chercher l'aboutissement de son ambition »



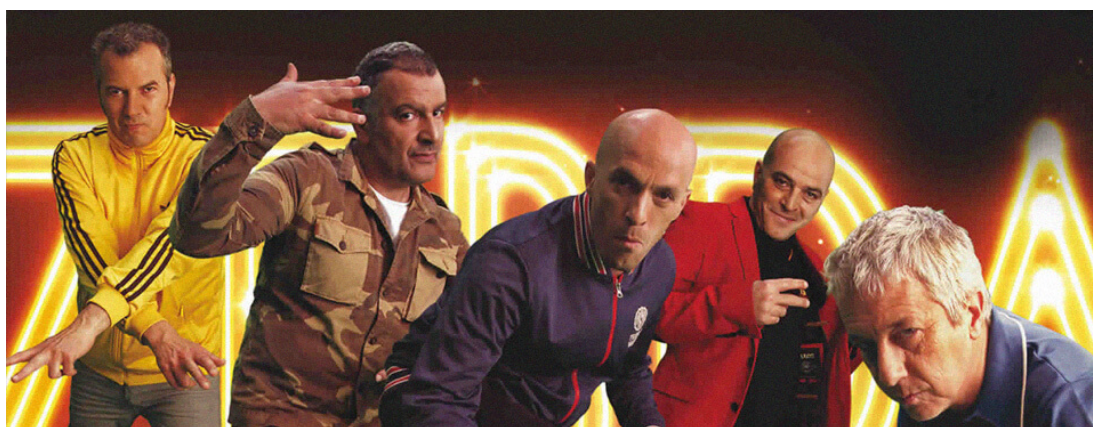
personnelle dans le marigot politique blanc, masculin, bourgeois ou pas, de gauche puis de droite... »

Avant de parler du Forum social des quartiers populaires, il faudrait d'abord tenir compte de la situation suivante : la précarité est fréquente, même au sein de quartiers qui ne sont pas populaires. Les prises d'initiatives sont difficiles, les rencontres compliquées, et toutes et tous ont des histoires différentes en fonction de leur ville d'origine. L'histoire du FSQP a duré dix ans : on s'est réunis, on a essayé de multiplier les initiatives autant qu'on le pouvait, avec une immense faiblesse malgré tout : l'absence des habitants des quartiers populaires. Comment expliquer cette absence ? Par la peur du dominant, le manque de confiance en soi, les complexes, les désaccords — par exemple, nous, les Toulousains, étions plutôt de constitution politique classique, à savoir le clivage gauche-droite, la critique du capitalisme, alors que les Parisiens étaient plutôt méfiants vis-à-vis de la gauche : parce que la « ceinture rouge », en périphérie de Paris, s'était révélée, de leur point de vue, méprisante et raciste. Le Parti communiste, en région parisienne, s'est complètement discrédité auprès de ses militants... Si on devait aujourd'hui avoir une ambition, ce serait de recréer le FSQP, mais reposant sur un réel socle populaire. Sinon cela devient quoi ? Une bataille d'egos des uns contre les autres.

Face à la diffusion de stéréotypes anxiogènes par les grands médias, et leur présence dans l'inconscient collectif, quels moyens reste-t-il pour éveiller les consciences ?

Il faut d'abord dire que l'on est dominé par un système politique, économique, médiatique, extrêmement puissant, contre lequel il est difficile de lutter. C'est un travail de très longue haleine — de notre côté, nous luttons depuis quarante ans ! Nous avons œuvré sur tous les fronts, en montant des associations, en présentant des listes électorales, en faisant appel à des soutiens d'artistes, etc. Il faut travailler à conscientiser les gens en permanence, les ouvrir à la culture, à leur culture, à celle des autres, les rendre curieux, les amener à s'engager politiquement, culturellement, socialement, et puis essayer de les entraîner derrière nous. En somme, réunir tout ce qui peut exister dans ce pays, qui nous rassemble, qui nous soutient. Le premier défi, c'est essayer de se compter, puis, ensuite, de trouver une direction commune, une ambition commune, une intention commune. Entraîner les gens à aller voter, à être citoyens, à monter des associations, c'est tout le travail que nous pouvons faire, avec nos moyens, sachant que nous ne pouvons pas compter sur l'appui des médias, de l'économie, du politique, ni sur la bonne couleur de peau et le bon nom... Des militantes m'ont raconté récemment que la représentante du préfet de Haute-Garonne au Mirail [*quartier du sud-*

ouest toulousain, ndlr] s'était déplacée pour réunir des femmes « exemplaires » des quartiers populaires. Elle leur a proposé de cuisiner afin de concourir pour le prix de la meilleure cuisinière du quartier... nous en sommes encore au registre de l'assignation à la casserole ! Cet exemple témoigne une fois de plus de la prédominance des élites dans ce pays...



Zebda (DR)

Vous avez exposé sur l'affiche de l'édition du festival Ça bouge encore, en 2001, une Marianne sur les trois couleurs du drapeau français. Était-ce une manière de ne pas laisser le pays aux nationalistes, puisque nous faisons face à une montée du FN, donc à des gens qui revendiquent une certaine idée de la France, une manière d'en rediscuter les modalités symboliques ?

Non. Pour nous, la montée du FN date de 1984. Le but de cette affiche était de ne pas laisser la question de l'identité française aux seuls fascistes — d'ailleurs, ce n'est pas la France que l'on chérissait, c'était la République, même si l'on s'est souvent sentis trahis... Nous sommes tous allés à l'école de la République, mais nous attendons toujours les valeurs qu'elle devait nous inculquer. Entretemps, les choses sont devenues ce qu'elles sont, et nous nous livrons aujourd'hui à une critique acérée du modèle républicain, parce qu'il a trahi ses enfants. Tout ceci pourrait n'être que de beaux mots, mais quand on voit l'état des quartiers populaires depuis toutes ces années, on ne peut pas dire que la République se soit occupée des ces enfants-là, puisqu'elle n'a eu que la misère et la répression à leur proposer... Le constat, c'est un bilan de 60 % de chômeurs chez les jeunes aux Izards. Or, des Izards, il y en a partout. En 2001, nous disions pour la dernière fois « On est républicains ». Ensuite, nous avons présenté notre liste Motivés aux municipales de Toulouse. Quand je me penche sur le discours que l'on avait en 2001 vis-à-vis de la République, aujourd'hui ça me fait peur ! Pour autant, nous n'avons pas



sombré dans une désillusion totale ; il y a quand même une partie de la France avec laquelle on se sent bien. C'est pour ça que ce n'est pas la France qui est en cause, mais son modèle.

Même si les histoires sont différentes, l'équation « traitement racial + traitement de classe = création de caste » semble commune à la lutte des Noirs américains des années 1960 et aux populations européennes issues de la décolonisation. Comment travailler d'un même mouvement avec l'outil antiraciste et l'outil anticapitaliste ?

« La gauche se meurt dans les quartiers populaires, et avec elle toute la population ; c'est ce qui explique que l'on se retrouve avec un second tour Macron/extrême droite. »

C'est extrêmement difficile. D'abord parce que les anticapitalistes n'ont pas fait leur travail dans les quartier — à savoir un travail d'éducation populaire. Au contraire : le système capitaliste dans sa force, dans sa puissance de séduction, a pris une place prépondérante dans les quartiers populaires, et a particulièrement converti ses victimes. C'est l'argent qui a rendu les choses plus difficiles qu'avant. La gauche se meurt dans les quartiers populaires, et avec elle toute la population ; c'est ce qui explique que l'on se retrouve avec un second tour Macron/extrême droite.

Les partis politiques comptent dans leurs rangs des individus issus des quartiers populaires ; comment peuvent-ils faire l'impasse sur cette question ?

Toutes les couches de la société sont traversées par les mêmes clichés. L'élite des quartiers se retrouve dans les partis, où elle recrée les mêmes rapports de domination. C'est pour cela qu'on a besoin d'une organisation indépendante des partis politiques. Regardons le bilan des conseils citoyens : quel en était le principe initial ? La sociologue Marie-Hélène Bacqué et [Mohamed Mechmache](#), du collectif [ACLEFEU](#), ont présenté en 2014 au gouvernement Hollande un Livre blanc sur la participation citoyenne. L'État a donc fait obligation aux communes de mettre en place un conseil citoyen, avec une représentation des habitants (tirés au sort), des commerçants et des militants associatifs, l'idée étant de donner une écoute à la parole des habitants concernant les projets qui impactent leur milieu de vie. Très vite, les initiateurs du Livre blanc en ont contesté l'essentiel. Que s'est-il passé ? C'est simple : les gens qui ont l'habitude de manier la parole se l'approprient, et les autres finissent par désertier... Par exemple, pour le conseil citoyen concernant les Izards, nous étions 54 personnes au départ, et on se

retrouve à une petite dizaine aujourd'hui. De plus, le profil de ce petit groupe est majoritairement blanc, et apeuré à la vue de son quartier qui se délabre de jour en jour... Je peux comprendre le mécanisme qui crée cette peur, le manque d'éléments d'analyse, le manque de recul permettant de réfléchir plutôt que de réagir. Au final, le cœur de la population qui vivait là a disparu, parce que les gens ont quitté le quartier. On peut dire que le projet est mort-né, parce que l'on n'a pas touché la cible. Et puis le chemin allant du conseil citoyen à l' élu est long. Il faut penser la parole citoyenne et la relation à l' élu autrement : les gens doivent se mobiliser autant que l' élu, dont c'est le rôle. Il doit se déplacer, mais pas uniquement pour faire de la communication ; pour l' élu, l'acte héroïque, c'est de venir au quartier !



Après les attentats de Paris et de Nice, les politiques se sont-ils tournés vers vous pour trouver des réponses qu'ils n'avaient pas ?

Non. Ils ne cherchaient pas des réponses, mais plutôt à financer des réponses qu'ils avaient déjà. Au lieu de déchiffrer le lien entre les attentats et les quartiers populaires, ils se sont engouffrés dans un raccourci facile. Les budgets antiradicalisation ont augmenté de manière astronomique, mais on ne sait même pas pourquoi. Les gens qui travaillent dans le social se marrent : on leur a alloué plus d'argent pendant un certain temps, mais pour faire exactement la même chose que d'habitude. On finance des pseudo-solutions pensées on ne sait où... Bien sûr que l'on ne va pas être dans le déni face aux terroristes, mais les jeunes des quartiers veulent, pour l'essentiel, juste une vie simple et digne. Il faut avant tout les considérer comme ça, comme des citoyens — sinon, on est hors-sujet. Là, les politiques sont totalement hors-sujet.

L'un des fleurons de vos actions est le festival Origines contrôlées, dans lequel vous proposez des rencontres et des spectacles². On y sent la volonté d'articuler le savoir et le débat avec l'artistique...



« Des artistes qui parlent de ces quartiers, d'une manière radicale, intelligible et raisonnée, je n'en vois que dans le rap. »

On essaie de faire coïncider les propositions intellectuelle et culturelle. Pourquoi programme-t-on beaucoup de rap à Origines contrôlées ? Peut-être manquons-nous d'éléments, mais des artistes qui parlent de ces quartiers, d'une manière radicale, intelligible et raisonnée, je n'en vois que dans le rap. En reggae, en chanson, en rock, je ne connais personne.

Vous travaillez depuis quelques années sur votre quartier de naissance, le quartier des Izards — dont il est facile de ne retenir que la violence à laquelle il est désormais associé, Mohammed Merah oblige : est-ce un retour ou une continuité ?

Je n'ai pas peur ni honte de dire que c'est un retour, car on a décidé en 1994-1995 de quitter le quartier, pour des raisons politiques. Interpeller l'État et les élites, c'était la démarche d'Origines contrôlées. Ce retour, c'est un changement de projet, ou une ouverture supplémentaire. On dit « On va prendre la parole des quartiers populaires pour la faire émerger », donc on s'adresse à la fois aux élites et aux gens des quartiers. Ce retour est aussi dû au fait que l'on a éprouvé la limite de l'entre-soi, et que l'on s'est cognés à l'écueil de faire sans les gens. Pour que le projet aboutisse, il faut interpeller et associer les experts de ces quartiers-là, c'est-à-dire les habitants eux-mêmes : c'est en cela que c'est un retour et non une continuité.

Vous apportez régulièrement votre soutien à l'organisation d'événements pour diverses structures militantes. La convergence des luttes est-elle réelle, embryonnaire, ou condamnée ?

Il y a eu des tentatives et ce n'était pas facile. De notre côté, nous avons commencé par la réalisation de l'album *Motivés*. Je me souviens que les gens du MIB s'étaient rapprochés de José Bové. J'ai mis du temps à installer l'idée de croiser les luttes. Aujourd'hui, nous n'y sommes pas encore tout à fait parce que nous ne pesons pas assez, nous, enfants issus de l'immigration, dans le débat public, dans l'espace public et au sein de l'économie. Ce qu'il nous faut, c'est avoir du poids, des intellectuels et des artistes à nos côtés ; le problème est grand, comme est grande la population des quartiers populaires. Pour avoir une vraie présence, choisir une direction, et surtout être suivis par les autres, il va falloir que l'on pèse plus lourd. Certes, nous avons quelques figures qui nous soutiennent, mais elles sont sous-médiatisées par rapport aux autres,



car ces questions ne sont pas celles qui intéressent les médias dominants. Quand elles les intéressent, ce n'est qu'au travers du prisme de la sécurité. L'irruption de ces questions dans le débat public était inévitable ; la population augmente, par effet résiduel, elle prend des postes, mais rien à côté des vrais nœuds. Et quand Mathieu Kassovitz écrit dans *La Haine*, en 1995, « *Jusqu'ici tout va bien* », il a raison. On ne peut pas juste se contenter de voir un journaliste par-ci, un élu par-là... Le seul que l'on questionne vraiment sur le passé colonial de la France — sur le plan médiatique —, c'est l'historien [Pascal Blanchard](#)... Il est regrettable que des gens comme le sociologue [Saïd Bouamama](#) ou l'anthropologue [Nacira Guenif-Souilamas](#), avec qui Pascal Blanchard a déjà collaboré, soient si peu sollicités.

Avec toutes ces années de travail, et face à la confusion actuelle, qu'est-ce qui vous garde du découragement ?

Comme Gramsci, j'ai le désespoir de l'intelligence et le courage de la lucidité.

-
1. Au départ pensée comme un projet culturel, elle glissera vers le socio-culturel pour satisfaire les besoins de la population (sociales, scolaires...).[↔]
 2. Citons quelques-unes des personnalités reçues : Leila Shahid, Dominique Vidal, Pascal Blanchard, Edwy Plenel, Nacira Guenif-Souilamas, Françoise Vergès, Saïd Bouamama...[↔]